



Mars, 2013

## ◆◆◆◆◆ SOCIETE

### ► Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié/ PNUD, 2013

Source: [www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2013GlobalHDR/French/HDR2013%20Report%20French.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2013GlobalHDR/French/HDR2013%20Report%20French.pdf)

Tags : | Société | Développement humain | Progrès | Pays émergents | Classe moyenne |

## Sommaire

### SOCIETE

#### ► Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié

(P.1-2)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### ► Les usages non alimentaires de la biomasse

(P. 2-3)

### ECONOMIE

#### ► Croissance de l'Afrique : libérer le potentiel du secteur agroalimentaire

(P. 4-5)

### ENVIRONNEMENT

#### ► La recherche scientifique face aux défis de l'énergie

(P. 5-6)

#### ► Turn Down the Heat : Climate Change

(P.6-7)

### POLITIQUE

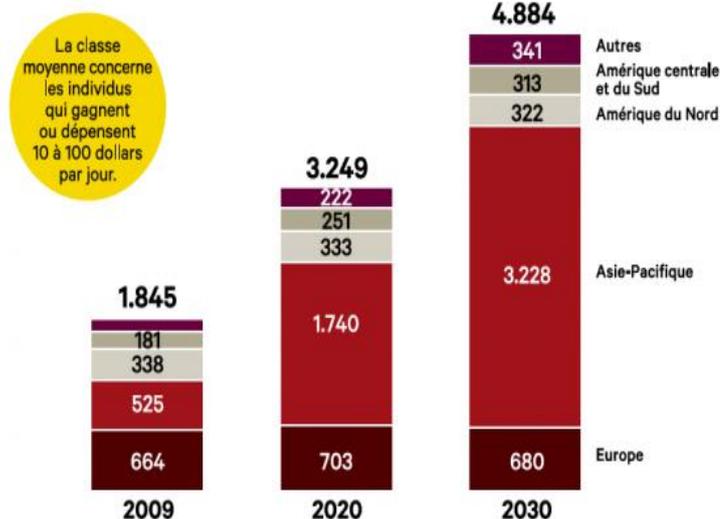
#### ► Armaments, Disarmament and international Security

(P.7-8)

Ce rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) révèle que l'essor des pays du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent. En conséquence, le monde connaît une réduction massive de la pauvreté et une expansion de la classe moyenne dues aux importants gains en termes de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

#### L'expansion de la classe moyenne des pays du Sud devrait continuer

En millions d'habitants



Source : Rapport sur le développement humain 2013

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : [contact@ires.ma](mailto:contact@ires.ma)



Le PNUD souligne que plus de 40 pays en développement ont obtenu des gains en termes de développement humain et ont dépassé les normes mondiales de manière significative au cours des dernières décennies. Des réalisations qui demeurent considérablement attribuables à un investissement soutenu en matière d'éducation, de la santé et des programmes sociaux, ainsi qu'à un engagement ouvert avec un monde de plus en plus interconnecté. Le rapport étudie ensuite de manière plus détaillée 18 de ces pays, en incluant les pays affichant les meilleurs résultats en l'occurrence la Chine, le Chili, le Ghana et la Thaïlande.

Le rapport précise que bien que ces pays diffèrent en termes de système politique, de profil économique et de priorités de développement, ils partagent, néanmoins, certaines caractéristiques clés. La plupart d'entre eux sont présentés comme des « États développementaux » proactifs qui cherchent à tirer un avantage stratégique des opportunités offertes par le commerce mondial. Il s'agit également du fait qu'ils ont investi dans leur capital humain par le biais de nombreux programmes de santé, d'éducation et d'autres services sociaux essentiels.

Le PNUD note que ces progrès historiques notoires engendrent des opportunités de collaboration nouvelles entre les pays du Sud et du Nord pour faire avancer le développement humain et faire face aux défis communs tels que la lutte contre les effets du changement climatique.

Enfin, le rapport souligne que les pays du Sud étendent leurs liens commerciaux, technologiques vers les pays du Nord, tandis que le Nord recherche dans le Sud de nouveaux partenariats capables de promouvoir la croissance économique et le commerce mondial.



## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Les usages non alimentaires de la biomasse/** Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de France (MAAF), 2013

[Source :http://www.cgeiet.economie.gouv.fr/Rapports/2012\\_12\\_07\\_RAPPORT\\_def\\_USAGES\\_NON ALIMEN TAIRES BIOMASSE TOME 1 2012%2012%2006.pdf](http://www.cgeiet.economie.gouv.fr/Rapports/2012_12_07_RAPPORT_def_USAGES_NON ALIMEN TAIRES BIOMASSE TOME 1 2012%2012%2006.pdf)

Tags : | Sciences | Techniques | Biomasse | Agro-alimentaires | Biocarburants |

**L**es biocarburants, présentés comme une alternative écologique au pétrole, sont désormais critiqués pour leur bilan environnemental et leur concurrence accrue aux cultures alimentaires. Les biocarburants ont également une responsabilité dans la crise alimentaire mondiale qui sévit depuis 2008, car ils enlèvent du marché alimentaire mondial 100 millions de tonnes de denrées alimentaires.

Ce rapport analyse les enjeux liés aux usages « non alimentaires » de la biomasse, avant de lister des propositions d'usages « rationnels » de cette ressource.

En se basant sur les scénarios alimentaires et énergétiques, le rapport propose une analyse de cinq enjeux planétaires liés à la démographie, à l'alimentation, au climat, à l'énergie et à l'environnement.

Les scénarios alimentaires prévoient qu'à l'horizon 2050, chaque individu pourrait disposer, en moyenne, de 3 000 kilocalories par jour, grâce à une convergence de la disponibilité alimentaire. Un objectif qui nécessitera de surmonter certains défis majeurs, à savoir la baisse du gaspillage, le rééquilibrage des rations et de l'offre entre les différentes zones géographiques... Par ailleurs, les différents scénarios étudiés entrevoient des évolutions très contrastées de la production de biomasse qui représentait 1,2 Gtep d'énergie primaire dans le monde en 2010 (soit 10 % du total), elle pourrait passer à 28 Gtep d'ici 2050.



Les avantages souhaités de la biomasse, qui s'inscrit dans une démarche de développement durable en conciliant les trois piliers qui sont l'économique, le social et l'environnemental, pourraient être insuffisants pour contrecarrer ses inconvénients (croissance démographique, instabilité des prix...). Le développement du secteur dépendra très largement des progrès technologiques, et notamment de l'essor ou non des biocarburants de deuxième et troisième générations.

Enfin, le rapport souligne que si la biomasse est une énergie renouvelable, elle produit cependant aussi, - dans une moindre mesure - des émissions de gaz à effet de serre. La piste de la biomasse reste donc encore à creuser avant de constituer une alternative sérieuse.



## ECONOMIE

► **Croissance de l'Afrique : libérer le potentiel du secteur agroalimentaire/**  
Banque Mondiale, 2013

Source : <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>

Tags : [Economie](#) | [Développement économique](#) | [Croissance économique](#) | [agroalimentaire](#) |

**S**elon ce rapport, publié par la Banque mondiale, les systèmes alimentaires de l'Afrique, estimés actuellement à 313 milliards de dollars annuels, pourraient générer un marché de 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Ce chiffre pourrait être atteint si les gouvernements procédaient à une refonte radicale de leurs politiques publiques et de leur soutien au secteur agricole, aux agriculteurs et aux exploitations agricoles, qui représentent ensemble près de 50 % de l'activité économique africaine. Ces derniers devraient profiter d'un élargissement de leur accès à des fonds supplémentaires, à l'électricité, à une meilleure technologie et à des terres irriguées en vue d'y cultiver des aliments à haute valeur nutritionnelle et de

nourrir ainsi la population urbaine croissante de la région.

Dans un contexte marqué par une croissance démographique effrénée et une hausse des revenus et de l'urbanisation, l'Afrique dispose d'un potentiel considérable pour développer ses exportations alimentaires et agricoles.

Le continent africain détient plus de 50 % des terres mondiales non cultivées qui conviennent aux cultures vivrières, estimé à 450 millions d'hectares non boisés, ni protégés, ni surpeuplés. De plus, l'Afrique utilise moins de 2 % de ses ressources renouvelables en eau, par rapport à une moyenne mondiale s'élevant à 5 %. Les récoltes produisent un volume nettement inférieur à leur potentiel et l'importance des écarts de rendement peut atteindre de 60 à 80 %. Les pertes après récoltes atteignent de 15 à 20 % en raison des mauvaises conditions de stockage et du manque d'infrastructures agricoles.

Le rapport recommande aux pays africains d'exploiter les marchés en plein essor du riz, du maïs, du soja, de l'huile de palme, des biocarburants ainsi que des matières biologiques afin de s'imposer parmi les principaux exportateurs de ces marchandises sur les marchés mondiaux, à l'instar des réussites de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est. En Afrique subsaharienne, les secteurs les plus dynamiques sont probablement le riz, les céréales fourragères, les volailles, les produits laitiers, les huiles végétales, l'horticulture et les aliments transformés pour approvisionner les marchés nationaux.

Le rapport met en garde contre les acquisitions de terres qui, bien que nécessaires pour les investissements du secteur agro-alimentaire, peuvent constituer une menace pour les moyens de subsistance des personnes et engendrer une opposition locale. Ces acquisitions devraient être effectuées selon des normes éthico-sociales qui reconnaissent notamment les



droits des utilisateurs locaux et qui résultent de consultations approfondies avec les communautés locales tout en incluant un dédommagement équitable selon le prix du marché.

L'agriculture et l'industrie agroalimentaire doivent figurer en tête du programme de développement économique de l'Afrique. Le rapport préconise une direction ferme et un engagement du secteur public comme du secteur privé. À titre de comparaison, le rapport cite l'exemple de l'Uruguay, de l'Indonésie et de la Malaisie. Pour réussir, l'engagement auprès d'investisseurs stratégiques respectant de « bonnes pratiques » et mettant l'accent sur la croissance durable est essentiel, de même que le renforcement des mesures de protection et des systèmes d'administration foncière.

Le rapport souligne que l'Afrique peut également s'appuyer sur les nombreuses réussites locales pour orienter les gouvernements et les investisseurs vers des résultats positifs au niveau économique, social et environnemental.



## ENVIRONNEMENT

► **La recherche scientifique face aux défis de l'énergie** / Académie des Sciences de France, 2013

Source : [http://www.academie-sciences.fr/activite/rapport/rads1212\\_synthese.pdf](http://www.academie-sciences.fr/activite/rapport/rads1212_synthese.pdf)

Tags : [Environnement](#) | [Recherche scientifique](#) | [Énergie](#) |

Ce rapport, qui porte la recherche scientifique face aux défis de l'énergie, se penche sur le débat autour de la transition énergétique. Il propose des recommandations sous l'angle des recherches à mener pour relever les défis dans le secteur de l'énergie lors des prochaines décennies.

Le rapport souligne qu'une politique énergétique rationnelle et systémique stipule prioritairement la définition d'objectifs précis afin de concevoir le futur équilibre entre les

énergies fossiles, l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables, tout en s'appuyant sur des solutions innovantes reposant sur la science et la technique.

Dans cette perspective, le rapport propose une série de recommandations qui visent à renforcer les recherches nécessaires pour réussir une transition qui respecte les objectifs économiques fondamentaux. Il s'agit, entre autres, de diversifier les ressources énergétiques sans n'en exclure aucune, y compris l'énergie nucléaire. Pour cela le rapport propose de mettre l'accent sur l'efficacité énergétique, de développer le stockage de l'énergie pour gérer l'intermittence des énergies renouvelables. Le rapport recommande également d'apporter des améliorations technologiques concernant les énergies renouvelables, éoliennes et solaires concentrées. Quant à l'énergie des courants marins, il est primordial de fournir des efforts sur la tenue des matériaux et des systèmes en mer. S'agissant de la filière photovoltaïque, le rapport suggère l'utilisation optimale du spectre solaire pour augmenter les rendements et encourager les procédés permettant d'amplifier ces technologies à des coûts bien inférieurs à ceux d'aujourd'hui.

De plus, les recherches sur les biocarburants doivent être orientées vers les procédés de production de biocarburants de deuxième génération utilisant la biomasse ligno-cellulosique, et de troisième génération issus d'organismes photosynthétiques.

Le rapport propose d'explorer d'autres possibilités et notamment celles qui reposent sur le stockage de l'électricité sous forme chimique et électrochimique. L'objectif majeur est de rehausser la densité d'énergie stockée, les rendements de conversion et la réduction des coûts des dispositifs correspondants.

Enfin, cette transition dans le domaine de l'énergie ne pourra être faite sans engager un effort important pour augmenter l'efficacité dans l'utilisation de l'énergie. De plus, elle ne pourra avoir lieu sans que soit réduite la consommation dans tous les domaines.



Selon les auteurs, les choix qui ressortent des politiques portant sur l'énergie doivent s'appuyer sur une évaluation raisonnée des répercussions sur l'environnement et des risques qui y sont liés, ainsi que sur une analyse scientifique de l'état des recherches, des possibilités technologiques et des capacités et des atouts industriels.

## ► Turn Down the Heat - Climate Change

/ Banque mondiale, 2013

Source : <http://climatechange.worldbank.org/./Turn-Down-the-heat-Why-a-4-degree-centigrade-warmer-world-must-be-avoided.pdf>

Tags : Environnement | Changement climatique | Eau |

Ce rapport publié par la Banque mondiale dresse l'état de l'environnement lors des prochaines décennies et l'impact du changement climatique sur l'agriculture, les ressources hydriques, les écosystèmes et la santé humaine. Le rapport précise que la communauté internationale pourrait subir les conséquences catastrophiques d'une hausse de 4 degrés de la température moyenne d'ici la fin du siècle, y compris des vagues de chaleur extrême, une baisse des stocks mondiaux de denrées alimentaires, et une élévation du niveau des mers qui pourrait toucher des centaines de millions de personnes.

Dans un contexte marqué par une urbanisation effrénée et les effets de la pollution et du changement climatique, les ressources hydriques subissent des pressions dues aux fortes demandes de subvention aux besoins des populations croissantes.

Dans cette perspective, le rapport révèle qu'à l'horizon 2100, plus de 50 % de la population souffrirait d'une pénurie d'eau. Par voie de conséquence, l'aridité et la sécheresse risqueraient de s'accroître notamment dans les régions en développement.

L'eau est considérée désormais comme le pari névralgique du changement climatique. Cette ressource se manifeste souvent sous la forme de catastrophes naturelles qui ont des coûts à la fois économiques et humains, telles

que les inondations, les épisodes de sécheresse intenses ou les tempêtes violentes.

Les coûts humains du réchauffement climatique sont apparents dans les pays en voie de développement et en particulier les pays pauvres qui sont les plus vulnérables et donc les plus durement touchés par ce fléau.

Dans certaines zones régionales, les populations pâtissent de l'absence des équipements d'assainissement et de l'eau salubre, d'où l'impact accru des maladies épidémiques qui provoquent chaque jour des incidents mortels...

Le rapport ne propose pas de solution miracle pour relancer l'élan de la communauté internationale, qui a faibli depuis le fiasco du sommet de Copenhague en 2009 et sous l'effet de la crise économique. Par ailleurs, il fait passer un message: "Il faut faire baisser la température et seule une action internationale concertée et rapide peut y contribuer", appelant à une utilisation plus "intelligente" de l'énergie et des ressources naturelles. Il rappelle également que lutter contre le réchauffement climatique n'est pas défavorable à la croissance. «Le secteur privé doit comprendre que l'adaptation au réchauffement climatique constitue une opportunité économique».

Dans cette perspective, une coopération internationale peut favoriser la lutte contre le changement climatique. En effet, la coopération permet d'instaurer un équilibre entre les différents besoins et priorités à travers une utilisation durable et équitable des ressources en eau et permet de tisser et de maintenir des liens pacifiques entre les peuples. L'eau, ressource précieuse, touche tous les secteurs, il existe des centaines d'accords sur la gestion des eaux transfrontières, dont 90 accords internationaux destinés à gérer les bassins hydrographiques communs en Afrique.





## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► Armaments, Disarmament and international Security /

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2013

Source: [http://grip.org/sites/grip.org/files/LIVRE\\_S\\_DU\\_GRIP/E-](http://grip.org/sites/grip.org/files/LIVRE_S_DU_GRIP/E-BOOKS/SIPRI_2012/SIPRI_Yearbook_2012.pdf)

[BOOKS/SIPRI\\_2012/SIPRI\\_Yearbook\\_2012.pdf](http://grip.org/sites/grip.org/files/LIVRE_S_DU_GRIP/E-BOOKS/SIPRI_2012/SIPRI_Yearbook_2012.pdf)

Tags : Politique | Géopolitique | Tendances | Sécurité **Erreur! Signet non défini.** Armements | désarmement |

**A** travers ce rapport, le SIPRI analyse les tendances et les développements marquants en matière de sécurité internationale. Le rapport met en relief trois tendances majeures qui sous-tendent un nouvel ordre sécuritaire mondial.

La première tendance concerne les contraintes liées aux puissances établies. Dans un contexte de restrictions économiques et d'austérité budgétaire, ces puissances, notamment les États-Unis et leurs alliés transatlantiques, ont continué à relever les défis sécuritaires mondiaux et régionaux. Néanmoins, le rapport souligne que les changements de régimes survenus dans le monde arabe ont renforcé le rôle de ces puissances notamment l'intervention militaires en Libye. Ces opérations traditionnelles de paix devraient être remplacées dans les années à venir par des missions plus courtes et moins coûteuses.

Quant à la deuxième tendance, celle-ci est liée à l'émergence de nouvelles puissances et d'acteurs non étatiques. En effet, ces derniers se sont dotés de capacités économiques, politiques et militaires considérables afin de déstabiliser l'ordre mondial et de provoquer des conflits et des guerres contre les civils. La lutte contre ce genre d'acteurs non étatiques nécessite une entente et une coopération entre les puissances établies et émergentes afin d'assurer la stabilité et la paix au niveau mondial.

La dernière tendance soulignée par le rapport porte sur le rôle des institutions multilatérales à assurer et à appliquer les normes de stabilité et de sécurité à l'échelle planétaire. Les contraintes financières ont largement réduit la capacité de ces institutions à atteindre les objectifs prescrits, d'où la nécessité de se tourner vers des solutions moins militarisées pour résoudre les conflits et les défis sécuritaires.

Selon le classement établi par le SIPRI en termes d'exportations d'armes, la première place est occupée par les États-Unis (30% des exportations). Viennent ensuite la Russie (26%), l'Allemagne (7%) et la France (6%). "Le déclassement du Royaume-Uni par la Chine est le premier changement dans la composition des cinq premiers exportateurs dans les 20 dernières années.



# INDEX DES TAGS

---

<b>I</b>		Énergie ..... 4
	Tendances ..... 6	Environnement..... 4, 5
<hr/>		
<b>A</b>		
	agroalimentaire ..... 3	
	Agro-alimentaires ..... 3	
	Armements ..... 6	
<hr/>		
<b>B</b>		
	Biocarburants..... 3	
	Biomasse ..... 3	
<hr/>		
<b>C</b>		
	Changement climatique ..... 5	
	Classe moyenne ..... 1	
	Croissance économique ..... 3	
<hr/>		
<b>D</b>		
	Désarmement ..... 6	
	Développement économique ..... 3	
	Développement humain..... 1	
<hr/>		
<b>E</b>		
	Eau ..... 5	
	Economie ..... 3	
<hr/>		
		Géopolitique..... 6
<hr/>		
		<b>P</b>
		Pays émergents..... 1
		Politique..... 6
		Progrès..... 1
<hr/>		
		<b>R</b>
		Recherche scientifique ..... 4
<hr/>		
		<b>S</b>
		Sciences ..... 3
		Sécurité ..... 6
		Société ..... 1
<hr/>		
		<b>T</b>
		Techniques ..... 3



